

97 RAPID EST
Société à Responsabilité Limitée au capital de 34720.00
Euros
Siège Social : 2 lot le Canal – Bras Fusil
97470 Saint Benoit
RCS Saint Denis 4413 802 414

STATUTS

Modifier par l'AGE du 01 Octobre 2011



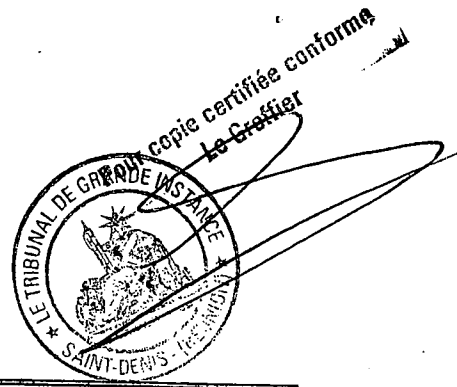
TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (RÉUNION)

Dépôt du : 17/03/14

N° : 2014 A 1224

RC : 4413 802 414

S.A.R.L.



97 – RAPID EST

AU CAPITAL DE 34.720 euros

SIEGE SOCIAL : 2 Lotissement Le Canal

Bras Fusil

97470 ST-BENOIT

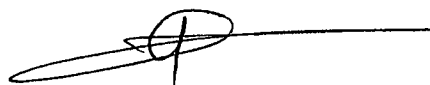
(REUNION)

STATUTS

(Modifiés le 10 mars 2001)

LISTE DES MODIFICATIONS

Date de la modification	Objet	Article modifié
01 octobre 11	Objet social	1

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' or 'D' shape with a horizontal line extending to the right.

Entre les soussignés :

- **Monsieur BARET Jean-Paul**
né le 13 janvier 1957 à Madagascar
de nationalité française,
demeurant au : 2 Lotissement le Canal – Bras Fusil
97 470 Saint-Benoît

Marié à Madame BARET née NARAYANIN Marie Edith, sous le régime de la séparation de biens, conformément à un contrat de mariage établi par Maître, Notaire à
Le 24 février 1992.

- **Madame BARET, née NARAYANIN Marie Edith**
née le 16 décembre 1961 à Saint-Benoît
de nationalité française,
demeurant au : 2 Lotissement le Canal – Bras Fusil
97 470 Saint-Benoît

Mariée à Monsieur Jean Paul, sous le régime de la séparation de biens, conformément à un contrat de mariage établi par Maître, Notaire à Le 24 février 1992.

- **Monsieur BARET Mathieu**
né le 23 juin 1989 à Saint-Benoît
de nationalité française,
demeurant au : 2 Lotissement le Canal – Bras Fusil
97 470 Saint-Benoît

Célibataire ,

- **Monsieur BARET Tony Paul**
né le 21 mai 1994 à Saint-Benoît
de nationalité française,
demeurant au : 2 Lotissement le Canal – Bras Fusil
97 470 Saint-Benoît

Célibataire,

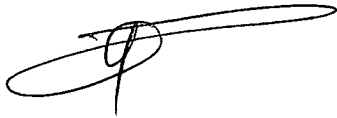
 
BM BT

ARTICLE 1 – OBJET

La société à pour objet :
Le transport sanitaire terrestre
L'activité d'artisan Taxi

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a horizontal line.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les dispositions des articles 34 à 69 inclus de la loi n° 66 537 du 24 Juillet 1966, son décret d'application et les présents statuts.

ART 1 : OBJET

La société a pour objet en tous pays :

- **Le Transport sanitaire terrestre**
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

ART 2 : DUREE

La durée de la Société est fixée à **99 années** à compter de sa date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ART 3 : DENOMINATION

La Société a pour dénomination :

" 97 – RAPID EST"

Elle sera suivie dans tous les documents la concernant de la formule "SARL" avec l'énonciation du capital social.

ART 4 : LE SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé au :

**2, Lotissement le Canal – Bras Fusil
97470 Saint-Benoit
(Réunion)**

Le siège social pourra être transféré en tout endroit du même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs par décision des associés.

  BH BT

ART 5 : APPORTS

Les apports sont réalisés en numéraire et en nature :

Apports en nature :

Monsieur BARET Jean Paul apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, un fonds artisanal de transport sanitaire terrestre d'une valeur de DEUX CENT QUINZE MILLE FRANCS (215 000 F).

Ces biens ont été estimés à la valeur de DEUX CENT QUINZE MILLE FRANCS (215 000 F), au vu d'un rapport établi par Monsieur Jean-Luc ATECTAM, commissaire aux apports choisi parmi les commissaires aux comptes inscrits et désignés par les associés.

Total des apports en nature : 215 000 F

Apports en numéraire :

Madame BARET née NARAYANIN Marie Edith,
apporte la somme MILLE FRANCS..... (1 000 F)

Monsieur BARET Mathieu,
apporte la somme CINQ CENT FRANCS..... (500 F)

Monsieur BARET Tony Paul,
apporte la somme CINQ CENT FRANCS..... (500 F)

Total des apports en numéraire : 2 000 F

Laquelle somme de DEUX MILLE FRANCS (2 000 F) est actuellement déposée à la banque.....à un compte ouvert au nom de la société en formation, à l'agence de

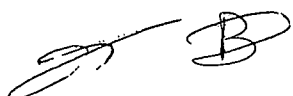
Conformément à la loi, le retrait de la somme ne pourra être effectuée par la gérance qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

Art 6 : CAPITAL

Le capital social, initialement fixé à la somme de deux cent dix sept mille francs (217.000 FRF), est porté à la somme de TRENTE QUATRE MILLE SEPT CENT VINGT EUROS (34.720 €), suite à une décision d'assemblée générale en date du 10 mars 2001.

Le capital de 34.720 € est divisé en DEUX MILLE CENT SOIXANTE DIX PARTS (2170), de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- **Monsieur BARET Jean Paul,**
à concurrence de 2.150 parts sociales, ci 2.150 parts
portant les numéros 1 à 2150,

 B U B T

ARTICLE 6 : CAPITAL

Le Capital de 34.720 € est divisé en DEUX MILLE CENT SOIXANTE DIX parts (2.170) de SEIZE EUROS (16 €) chacune, entièrement souscrites et libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports à savoir :

- Madame **NARAYANIN Marie-Edith**
à l'occurrence de 2.160 parts sociales, à 2.160 parts
portant les numéros 1 à 2.160

- Monsieur **BARET Mathieu**
à l'occurrence de 5 parts sociales, à 5 parts
portant les numéros 2.161 à 2.165

- Monsieur **BARET Paul**
A l'occurrence de 5 parts sociales, à 5 parts
Portant les numéros 2.166 à 2.170

=====

TOTAL DES PARTS SOCIALES, A 2.170 parts



- **Madame BARET Marie Edith,**
à concurrence de 10 parts sociales, ci 10 parts
portant les numéros 2151 à 2160,

- **Monsieur BARET Mathieu,**
à concurrence de 5 parts sociales, ci 5 parts
portant les numéros 2161 à 2165,

- **Monsieur BARET Paul,**
à concurrence de 5 parts sociales, ci 5 parts
portant les numéros 2166 à 2170.

ART 7 : REVENDICATION PAR UN CONJOINT COMMUN EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 12 pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote de ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ART 8 : AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

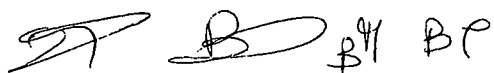
Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à l'agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélatrice des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux Apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête d'un gérant.

Le capital peut être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

 The block contains several handwritten signatures and initials. From left to right, there is a stylized signature, followed by a signature that appears to be 'B', and then the initials 'B' and 'P'.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée. Nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

ART 9 : AVANCES EN COMPTE COURANT

Chaque associé pourra verser dans la Caisse Sociale en compte courant libre, au delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminés par décisions collective ordinaire des associés.

Les intérêts figureront dans les frais généraux de la société.

Ces comptes courant libres ne pourront jamais être débiteurs.

ART 10 : PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Toutefois, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'il n'y a pas eu de Commissaire Aux Apports ou lorsque la valeur retenue pour lesdits apports est différente de celle proposée par le Commissaire Aux Apports.

En cas d'augmentation du capital, les gérants et les souscripteurs sont solidairement responsables, pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire Aux Apports.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les co-propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

ART 11 : CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

La cession des parts sociales s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après publicité au registre du commerce et des sociétés.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, y compris les conjoints, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

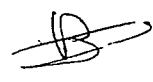
Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.
Toutefois, les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites et ce, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ART 12 : DECES INTERDICTION FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

  B K
P T

ART 13 : NOMINATION ET POUVOIR DES GERANTS

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Les premiers gérants sont désignés dans les statuts ou nommés par décision ordinaire des associés aussitôt après la signature des statuts.

Les gérants subséquents seront désignés par décision collective ordinaire des associés.

La gérante de la société est :

Madame BARET née NARAYANIN Marie Edith

Elle est nommée pour une durée illimitée.

Le gérant engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts (à l'exception des emprunts bancaires et associés), les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puissent être opposée aux tiers.

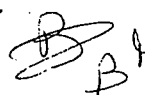
Le gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

ART 14 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DES GERANTS

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

  B H B T

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

ART 15 : CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants.

Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues aux articles 17 et suivants ci-après.

ART 16 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si la société réunit deux des trois conditions énumérées ci-après, la société devra nommer un Commissaire aux Comptes :

- Chiffres d'affaires annuel égal ou supérieur à vingt millions de francs.
- Actif net au bilan égal ou supérieur à dix millions de francs.
- Effectif salarié supérieur à cinquante.

Cette nomination devra intervenir dans les délais les plus courts, à l'initiative de la gérance et par décision de l'associé unique.

Le Commissaire aux Comptes est nommé pour six exercices.

Ses fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du sixième exercice, sauf renouvellement.

ART 17 : DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Ces décisions résultent, aux choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social.

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

  BM BT

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le quart des parts sociales s'ils représentent au moins le quart des associés, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Dans le cas où il n'est pas établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "*oui*" ou "*non*".

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.


BM BP

ART 18 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité absolue des parts sociales est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ART 19 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

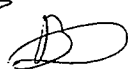
Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications de statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire apporter aux statuts toutes modifications permises par la loi. Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'autoriser le nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ART 20 : DROIT DE COMMUNICATION ET D'INTERVENTION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

 
BH BT

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse écrite du gérant qui doit intervenir dans le délai d'un mois est communiquée au Commissaire aux Comptes s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts de gestion.

La forme de sa désignation et les conditions d'exercice de sa mission sont fixées par la loi et les règlements.

Chaque associé dispose, en outre, d'un droit de communication permanent ; l'étendue de ce droit et les modalités de son exercice résultent des dispositions réglementaires en vigueur.

ART 21 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES GERANTS

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes, à l'assemblée annuelle.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

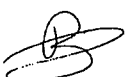
A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associés.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ART 22 : ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la loi.

 
B M DT

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ART 29 : CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumise à la juridiction des tribunaux compétents.

ART 30 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, par la gérance, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé, avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Les associés et le gérant, s'il n'est pas associé, signeront ou donneront mandat à l'un ou plusieurs d'entre eux de signer la déclaration de régularité et de conformité déposée conformément à la loi d'appui de la demande d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, après l'accomplissement des autres formalités de constitution.

 B M B T



ART 31 : DISPOSITIONS FISCALES

La société étant appelée à exercer une activité commerciale, tous les associés déclarent opter au nom de la société pour le régime fiscal des sociétés de personnes. Ils déclarent être unis entre eux par les liens de parenté suivants :

Monsieur BARET Jean-Paul est l'époux de Madame BARET née NARAYANIN Marie Edith pour s'être marié avec elle le 29 février 1992.

Mathieu et Tony Paul sont leurs enfants.

ART 32 : PUBLICITE POUVOIRS

Tous pouvoirs sont données à la S.A.R.L CEGERUN CONSEILS à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le Département du siège social.

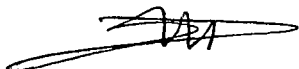
Fait à Saint-Denis le 10 mars deux mille un, en 6 exemplaires originaux,

Mme BARET Marie Edith

Lu et approuvé

*Bon pour acceptation des
fonctions de gérante.*

*Lu et approuvé Bon pour acceptation
des fonctions de gérante*



Mr BARET Mathieu

Lu et approuvé

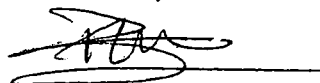
lu et approuvé

B M

Mr BARET Jean Paul

Lu et approuvé

lu et approuvé



M. BARET Tony Paul

Lu et approuvé

lu et approuvé

B T

97 RAPID EST
Société à Responsabilité Limitée au capital de 34720.00 Euros
Siège Social : 2 lot le Canal – Bras Fusil
97470 Saint Benoit
RCS Saint Denis 4413 802 414

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 01 octobre 2011

L'an 2011,

Le 01 Octobre

A 10 Heures,

Les associés de 97 RAPID EST, société à responsabilité limitée au capital de 34 720.00_Euros, divisé en 2170 parts, s'est réuni en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Madame NARAYANIN Marie Edith
Possédant 2160 parts.

Monsieur BARET Mathieu
Possédant 5 parts.

Monsieur BARET Paul
Possédant 5 parts.

**TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (RÉUNION)**

Dépôt du : 17/03/14

N° : 2014 A 1224

RG : 4 13 802 414

Seuls associés de la Société et représentant en tant que telle la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Madame NARAYANIN Marie Edith, gérante associée

La Présidente rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

P *BT* *BM*

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- modification de l'objet social
- Questions diverses,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

La Présidente déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, La Présidente déclare la discussion ouverte.

Un débat s'instaure entre les associés.

Personne ne demandant plus la parole, La Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social de la société

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 1 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 1 – OBJET

La société à pour objet :

Le transport sanitaire terrestre

L'activité d'artisan Taxi

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.



BT BM

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, La Présidente déclare la séance levée.

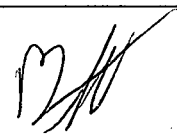
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la gérante

P BT BM

97 RAPID EST
Société à Responsabilité Limitée au capital de 34720.00 Euros
Siège Social :2 lot le Canal – Bras Fusil
97470 Saint Benoit
RCS Saint Denis 4413 802 414

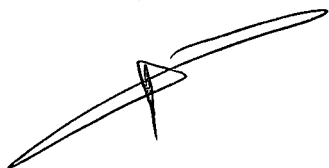
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 01 octobre 2011

FEUILLE DE PRESENCE

No. d'ordre	Nom Adresse	Nombre De Parts	Nombre de Voix	Signature
1)	Madame NARAYANIN Marie Edith	2160	2160	
1)	Monsieur BARET Mathieu	5	5	
1)	Monsieur BARET Paul <i>Tomy</i>	5	5	

Certifiée sincère et véritable la présente feuille de présence à laquelle sont annexés 0 pouvoir,
arrêtée à 3 associés présents ou représentés possédant ensemble 2170 parts.

Le président



SOCIETE D'ACCONAGE ET DE MANUTENTION DE LA REUNION (S.A.M.R.)

Société par Actions Simplifiée au capital de 534 800 euros

21, Rue Evariste de Parny

97420 LE PORT

350 869 004 RCS SAINT-DENIS

**TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)**

Dépôt du : 17/03/14

N° :

2014A1240

RG :

350869004

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 31 MAI 2011**

L'an 2011, le 31 mai, à 15 heures 30, les associés de la société se sont réunis en Assemblée Générale Mixte au siège social 21 rue Evariste de Parny, Le Port, sur convocation faite par le Président suivant lettres en date du 13 mai 2011.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

En l'absence de Monsieur Eric MELET, Président, l'assemblée élit Monsieur Michel ANTONELLI Président de séance.

Monsieur Michel ANTONELLI représentant la société SAMP, Monsieur Jérôme ISAUTIER représentant légal des Etablissements ISAUTIER, les deux membres, représentant tant par eux mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre d'actions et acceptant cette fonction sont appelés comme scrutateurs.

Madame Miguy ROBERT est désignée comme secrétaire.

Le cabinet EXA, co-commissaire aux comptes titulaire, en la personne de Monsieur Guillaume ESPITALIER-NOEL assiste également à la séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, réunissent le quorum requis par la loi.

En conséquence, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- La feuille de présence à l'assemblée, et les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires,
- Les copies des lettres de convocation,
- L'inventaire des valeurs actives et passives de la société, le bilan, le compte de résultat, et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2010,
- Le rapport de gestion du Président,
- Les rapports des commissaires aux comptes,
- Le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- Un exemplaire des statuts.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements, prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter du jour de la convocation à l'assemblée.

Le Président indique en outre que les mêmes documents ont été communiqués dans les mêmes délais au représentant du Comité d'entreprise.

A la suite de cette communication, le Comité d'entreprise n'a présenté aucune observation.

2. MR

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est réunie à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

- Rapport de gestion du Président et rapport général des Commissaires aux comptes sur leur mission de vérification et de contrôle afférente à l'exercice clos le 31 décembre 2010.
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et affectation du résultat.
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce et approbations desdites conventions.
- Remplacement du Commissaire aux comptes suppléant.

A titre extraordinaire

- Décision à prendre relative à l'article L.225-248 du Code de Commerce
- Pouvoirs pour les formalités.

Le Président donne lecture du rapport de gestion puis fait donner lecture des rapports des commissaires aux comptes.

La lecture de ces documents terminée, le Président ouvre la discussion.

Après commentaires et échanges de vues, aucune remarque particulière n'étant faite et plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010)

L'Assemblée Générale, statuant à titre ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve le rapport de gestion et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que le Président l'a informé qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 la Société n'a effectué aucune dépense ou charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 39.4 du Code Général de Impôts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale, statuant à titre ordinaire, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de (485 896,52) euros au poste report à nouveau créditeur d'un montant de 96 433,50 euros, qui se trouve ainsi ramené à un montant de (389 463,02) euros.

Conformément aux dispositions légales, il est précisé le montant des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

Les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices ont été les suivantes :

97, 112, 112

<i>Par action</i>	<u>2009</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Dividendes	-	2,15	-
Eligibilité à l'abattement de 40% pour les personnes physiques	-	OUI	-

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

(Conventions règlementées)

L'Assemblée Générale, statuant à titre ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227.10 du Code de Commerce, prend acte de ce qu'aucune convention entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article susvisé n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

(Décision de dissolution ou non anticipée de la société)

L'Assemblée Générale, statuant à titre extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, et pris connaissance des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010, lesdits comptes faisant ressortir des capitaux propres de 206 317 euros pour un capital de 534 800 euros, décide de ne pas dissoudre la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

(Remplacement du Commissaire aux comptes suppléant)

L'Assemblée Générale, prenant acte de la cessation des fonctions de Commissaire aux comptes de Monsieur Gilles CART-TANNEUR décide de nommer en remplacement la société CISANE sise 185 avenue Charles de Gaulle 92524 NEUILLY-SUR-SEINE, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La société CISANE a fait savoir qu'elle acceptait cette nomination en remplacement de Monsieur Gilles CART-TANNEUR.

SIXIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour l'exécution des décisions de l'Assemblée)

L'Assemblée Générale, statuant à titre ordinaire, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

2
113
A

A 16 heures 25, l'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Président de séance

**Scrutateur
Ets ISAUTIER**

**Scrutateur
SAMP**

Secrétaire



M. ANTONELLI



J. ISAUTIER



M. ANTONELLI



M. ROBERT